

Intervention de Martine Aubry

Conseil de l'Internationale Socialiste

15 novembre 2010

Seul le prononcé fait foi

Chers camarades,

Au nom du Parti socialiste français, en y associant Ségolène Royal notre représentante à l'IS, je vous souhaite la bienvenue. Paris, pour l'Internationale socialiste, ce n'est pas un lieu comme les autres. C'est la ville du congrès fondateur, **la ville où fut créée en 1889 l'Internationale ouvrière socialiste, ancêtre de notre organisation.**

Je veux saluer tout particulièrement notre Président, **Georges Papandréou**, et le féliciter pour les résultats des élections locales en Grèce. Dans un contexte difficile, c'est un encouragement et un succès qui viennent récompenser un courage politique qui force l'admiration.

Je salue particulièrement **le Président Talabani**, qui vient d'être réélu à la tête de l'Irak. Nous lui souhaitons de poursuivre l'action de redressement du pays et la paix auxquels aspirent les irakiens après tant d'années douloureuses.

Comment ne pas commencer cette rencontre sans se réjouir ensemble de la libération de Aung San Suu Kyi, dont le courage et la détermination sont exceptionnels. Présidente honoraire de l'Internationale socialiste, elle est le symbole de la démocratie et de la liberté en Birmanie, et bien au-delà.

L'Internationale socialiste est une institution unique, dont l'existence reflète un des piliers de notre engagement socialiste : l'internationalisme. Nous sommes internationalistes parce que nous pensons que le développement ne vaut que s'il est partagé. Parce que nous croyons dans les vertus de la solidarité et de la coopération entre les peuples. Parce que nous faisons confiance au multilatéralisme pour répondre aux grands défis globaux.

Les mutations et les ruptures que connaît le monde ne peuvent que nous renforcer dans cette conviction, tout en ayant conscience qu'il faut inventer des réponses et des outils nouveaux. C'est pourquoi il est si important que vous soyez là aujourd'hui, et que l'Internationale socialiste travaille et avance. Nous devons **inventer ensemble les réponses globales dont le monde a besoin.**

Le monde dans lequel nous vivons est de moins en moins dominé par l'Occident, plus multipolaire, mais il est mal régulé et plus fragmenté. Des empires se sont effondrés comme l'Union soviétique, d'autres apprennent la relativité comme les Etats-Unis. D'autres continents, d'autres pays encore s'affirment et aspirent à la puissance - comme la Chine ou l'Inde.

C'est un monde où l'énergie se fait plus rare, où la surproduction alimentaire ne règle pas la famine, où l'ancienne géographie industrielle est bouleversée. Une planète déstabilisée par la crise économique mondiale, les désordres de la financiarisation et de ce que Joseph Stiglitz a appelé la « goinfreterie capitaliste ». Un monde toujours traversé par les guerres et où sont venues s'ajouter des menaces nouvelles et plus diffuses, comme le risque de prolifération nucléaire et le terrorisme.

Face à ces évolutions, il n'y a aucune nostalgie à avoir. La domination occidentale du monde, ce furent aussi les grandes dépressions, les colonisations, la barbarie où l'homme fit l'inimaginable à l'homme, l'équilibre de la terreur et l'interdiction à l'Est ou à l'Ouest de parler en dehors de son camp.

Ce qui caractérise le mieux ce monde nouveau, c'est son indétermination, ce sont ses déséquilibres, son instabilité et ses incertitudes. Il recèle autant d'opportunités que de risques. Autrement dit, ce monde en complète mutation sera ce que nous en ferons. Et nous, socialistes et

sociaux-démocrates avons une responsabilité particulière. A nous de peser pour que ce monde qui se construit soit plus juste, mieux régulé, plus humain. A nous de penser les réponses et les outils d'aujourd'hui.

Pour affronter les défis de ce nouveau monde, il faut d'abord repenser le multilatéralisme, ce cadre qui doit nous permettre de discuter et de régler pacifiquement les conflits, et de penser les indispensables coopérations là où, sans cela, la compétition dégénérera en confrontations dangereuses. Dans un monde où s'est imposé le poids nouveau du Sud et des pays émergents, les procédures actuelles ne sont plus adaptées.

Avec l'arrivée de nouveaux acteurs, il s'agit de repenser de fond en comble les règles du jeu. Il s'agit de repenser les rapports entre l'Occident et le reste du monde. Il s'agit de comprendre les aspirations des émergents, leur appétit d'avenir et leur optimisme. Il s'agit de trouver, collectivement une gestion intelligente aux problèmes des ressources, des biens communs, des interdépendances.

Pour y parvenir, je suis convaincue de la nécessité de maintenir le rôle central de l'Organisation des Nations Unies, en rendant le Conseil de sécurité plus représentatif, en renforçant le rôle pivot de l'ONU dans le système des organisations internationales et aussi en dotant l'Organisation de moyens civils et militaires permanents. L'ONU doit devenir le couronnement d'un ordre juridique et normatif international, afin que le droit régule les rapports internationaux et que dans la société internationale de demain, la force du droit l'emporte sur le droit du plus fort.

Dans ce système mondialisé, il faut intégrer dans l'organisation des échanges économiques non plus seulement le coût économique, mais également les dimensions sociales, et environnementales. Cela passe par une meilleure cohérence de toutes les enceintes au sein desquels se discutent ces sujets, aujourd'hui de façon épars : FMI, OMC, OIT, OMS, et la pléiade d'organisations environnementales, qu'il serait bon de regrouper en une unique « **Organisation mondiale de l'environnement** ».

Car, dans tous ces bouleversements, il y a une chose qui, au fond, n'a pas tellement changé : le risque de servitude n'a pas disparu, il s'est métamorphosé. Il se matérialise aujourd'hui de façon plus subtile, mais plus puissante peut-être, à travers les forces immenses du marché déchaîné, dérégulé et mondialisé.

Un nouveau modèle pour la mondialisation

Face à ce capitalisme financier, les peuples ont le sentiment de perdre la maîtrise de leur destin. La crise financière a mis au grand jour de manière dramatique le pouvoir exorbitant des marchés. Leur domestication est plus que jamais une priorité. Ce marché, nous devons le réguler, lui imposer des limites, l'encadrer par des lois aussi à l'échelle internationale, et par des exigences de cohésion sociale et de développement. Je sais que c'est notre exigence commune et nous y parviendrons d'autant mieux que nous serons unis.

La crise n'est pas finie, la croissance est faible et fragile aux Etats-Unis comme en Europe. Elle doit être relancée à chaque fois que cela est possible par des politiques coordonnées de soutien à l'investissement public et privé, et à la consommation des ménages sur tous les continents, pour soutenir la croissance et l'emploi. Aujourd'hui, c'est le chacun pour soi et au final tout le monde est perdant : certains maintiennent un change faible et ne font pas suffisamment reposer leur croissance sur leur demande interne ; d'autres font marcher la planche à billets ; au Brésil, c'est l'afflux de capitaux étrangers qui fait flamber le réal et finit pas peser sur la croissance au point qu'il a fallu freiner les placements spéculatifs ; en Europe, c'est la double peine, euro cher et plans d'austérité brutaux.

Réguler le système financier et mettre fin aux désordres monétaires est une urgence. C'est tout l'enjeu des réunions G20 et pour notre part, nous avons fait des propositions. Face au risque de guerre des monnaies, une idée serait de créer un serpent monétaire international fondé sur les taux de change « équitables », c'est-à-dire en ligne avec les fondamentaux économiques. Il faut refuser le dumping monétaire. Par ailleurs, nous devons aller vers la création d'une monnaie de réserve internationale, qui pourrait être gérée par le FMI, et être fondée sur un panier de monnaies en fonction de la valeur intrinsèque de chacune et de son poids dans l'économie mondiale. A cet égard, le sommet du G20 qui

s'est tenu la semaine dernière à Séoul est une nouvelle déception. Aucun mécanisme contraignant n'a été décidé..

Il faut aussi insister sur l'importance d'aboutir à de véritables mesures de régulation financière et bancaire. Les leçons de la crise, au-delà des bonnes intentions, n'ont pas été tirées. Là encore, les G20 se succèdent et mais rien n'avance. Il faut rapidement améliorer les règles prudentielles des banques, mieux encadrer les hedge funds et les marchés de produits dérivés, séparer les activités de dépôts et d'investissement, se décider enfin à lutter contre les paradis fiscaux et instaurer, comme nous l'avons demandé, une taxe sur les transactions financières de 0,05%, ainsi qu'une taxe spécifique sur les bénéfices des banques et des établissements financiers. Cela serait un outil de stabilité financière, mais surtout, cela dégagerait des moyens nouveaux pour le développement, la réalisation des objectifs du Millénaire et l'adaptation des pays en développement aux défis du changement climatique. Ce serait un outil formidable au service de la solidarité avec les pays du Sud.

- Autre priorité, nous devons débattre ensemble à l'échelle internationale des conditions d'un juste échange, incluant l'élimination des subventions aux exportations agricoles de pays du Nord et l'élaboration de normes sociales et environnementales. Tout cela devra se faire de manière progressive et négociée.

- **Pour des socialistes, l'objectif doit être également de tenir les engagements pris en matière d'aide au développement.** Cela passe, dans nos politiques d'aide au développement en direction des pays les moins avancés, en particulier d'Afrique, par le soutien prioritaire à l'éducation et à la santé, et des politiques de soutien à l'agriculture pour obtenir la souveraineté alimentaire.

- Dans les pays émergents également les politiques sociales sont une nécessité pour assurer une juste redistribution des fruits de la croissance et un développement durable au bénéfice de toute la société. C'est le chemin choisi par Lula au Brésil et demain par Dilma Rousseff avec la mise en place et le succès des Bolsa Familia qui ont sortis 11 millions de familles de l'extrême pauvreté et ont permis de scolariser des millions d'enfants. C'est le sens de la création d'un revenu rural minimum en Inde pour soutenir les plus pauvres et le lancement d'un programme pour faire sortir 70 millions de citoyens de l'analphabétisme.

- **Il nous faudra, enfin, faire l'apprentissage de nouveaux équilibres écologiques.** L'humanité prend peu à peu conscience qu'elle s'est engagée dans un processus lent de suicide écologique par l'épuisement des ressources naturelles sur lesquelles elle est assise et les conséquences du changement climatique. Nous aurons aussi à traiter le problème des pollutions chimiques, des menaces sur la biodiversité, du manque de terres, de forêts, d'air respirable, d'eau potable, de sources d'énergies. **L'« Organisation mondiale de l'environnement » que nous appelons de nos vœux incarnera « une conscience collective planétaire sur les questions environnementales ».** Ses décisions devront s'imposer, et nous y travaillerons, avec l'OMC. Elle défendra des principes essentiels tels que la reconnaissance de l'eau comme bien public mondial ou la défense de la biodiversité. Voilà ce que nous défendrons, avec l'appel de Paris de l'internationale socialiste que nous préparons-, au sommet de Cancun dans quelques semaines

Cette voix propre de la gauche face aux nouveaux enjeux sociaux et environnementaux, il faudra aussi la faire entendre pour renouer avec les chemins de la paix, grande tradition socialiste inaugurée en France par Jaurès, qui y laissa sa vie.

Les chantiers ne manquent pas. Les principes qui peuvent nous guider sont ceux qui découlent de nos valeurs. L'écoute, le sens de l'intérêt général, l'exemplarité des pays que nous dirigeons, la cohérence, la fraternité. C'est ainsi que nous pourrons contribuer, **à enrayer la prolifération des armes, à limiter les tentations bellicistes comme les fanatismes idéologiques et les nationalismes de combat.**

Comment désamorcer ces tensions ? Nous devons soutenir les initiatives de Barack Obama pour la **dénucléarisation du monde.** Il y a du chemin à faire mais c'est le bon chemin. **En Iran, nous devons être les avocats d'un règlement négocié** pour stopper le dangereux programme nucléaire, et rompre avec la posture va-t-en-guerre qui était celle de Bush.

Nous devons peser de tout notre poids en faveur des initiatives pour une paix juste et durable au Proche-Orient. Le monde sera plus sûr, plus apaisé lorsqu'il y aura deux Etats, un Israélien, reconnu par tous ses voisins, vivant en paix et garantit dans sa sécurité, et un Etat palestinien viable et souverain et vivant lui aussi en sécurité. En tant que premier donateur, l'Europe doit jouer un rôle plus important à l'avenir et s'inscrire dans une démarche équilibrée de dialogue pour les deux parties au service de la paix. **Dans l'immédiat, il faut absolument éviter que le dialogue ne se rompe au Proche-Orient et c'est pourquoi nous redemandons l'arrêt de la colonisation pour que les négociations de paix puissent se poursuivre.**

Un mot aussi à nos camarades africains, pour leur dire qu'en tant que socialistes français, nous voulons que la France rénove sa relation avec l'Afrique pour sortir des égarements et des compromissions du passé et de la vision condescendante et sécuritaire du Président Sarkozy. L'Afrique, où je me rendrai en février prochain, lors du sommet du Forum social à Dakar. L'Afrique qui lentement mais sûrement se développe et progresse vers son intégration régionale. L'Afrique où il faut évidemment préférer le discours du Ghana d'Obama à celui de Dakar de Sarkozy. Le temps des donneurs de leçon est révolu. Une nouvelle génération émerge. Le temps des partenaires est advenu. L'Union Européenne et la France doivent se donner pour ambition de construire un ensemble régional avec le Sud de la Méditerranée, et à terme avec l'Afrique, afin de porter des projets capables de relever les défis qui nous sont communs : la sécurité alimentaire, le climat, l'eau, l'énergie, les migrations, la formation et le développement durable.

Nous devons porter haut, partout, les valeurs de la gauche : les droits de l'homme -y compris dans le dialogue avec la Chine et la Russie-, la justice pénale internationale, l'égalité femme-homme -j'ai avec vous une pensée pour Sakineh Mohammadi Ashtiani dont la vie est en danger en Iran-, le droit d'asile, le droit des peuples au respect de leur propre culture et de leur propre langue.

Relancer et réorienter l'Europe

Dans le monde multipolaire, chamboulé, fragmenté, que je viens de décrire, l'Europe doit prendre toute sa place. Et pour cela, l'Europe doit être plus unie. Longtemps l'intégration européenne a été un modèle regardé avec intérêt et quelquefois admiration dans le monde. Aujourd'hui, la désillusion des peuples est à la mesure de la perte de crédit de l'Union face à d'autres blocs.

Hier l'édification de l'Europe avait tout à la fois une dimension humaine, portée par des modèles convergents, et une dimension solidaire. Aujourd'hui l'Europe fait face à une crise de projet et de sens. Nous appelons l'Europe à saisir le moment : les vieux débats sont à ranger sur les étagères de l'Histoire. Redonner un cap et un sens au projet européen est décisif car il n'y aura pas de mondialisation plus juste sans une Europe forte qui soit capable de tenir toute sa place.

Renforcer l'Europe, ce n'est ni réduire les Etats, ni effacer les nations, ni vouloir par ailleurs une Europe forteresse. C'est tout le contraire. C'est vouloir peser à partir de nos valeurs communes et des leçons que nous tirons de l'histoire pour un monde plus solidaire. C'est rapprocher les peuples par la réalisation d'un projet commun, nécessaire pour eux-mêmes mais également utile et fraternel pour le reste du monde.

Nous devons proposer un chemin à l'Europe. **L'Europe doit assurer la stabilité et la croissance des économies européennes, la promotion d'un modèle social et pour peser dans la mondialisation.** Elle doit porter de nouveaux grands projets industriels, avancer sur les grands enjeux de l'énergie, de l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche, en finançant son ambition par un grand emprunt et l'augmentation du budget européen. Elle doit agir pour une régulation financière, pour le développement et la coopération, pour la résolution des conflits et la promotion de la paix.

L'Europe doit redevenir une ambition collective. Nous devons renouer avec la vision de François Mitterrand qui appelait en 1992 à aller au-delà de l'Europe des marchands pour faire vraiment l'Union européenne. *« Il y a ceux, disait-il, qui se contenteraient bien d'une Communauté économique [...] : c'est très intéressant, et c'est ce que l'on a fait pendant plusieurs années. On en a tiré grand profit,*

mais cela ne sera pas durable en face des bourrasques de l'Histoire. » Oui, face à ces bourrasques, nous devons renforcer l'Europe comme on renforce des digues.

Concernant la relation transatlantique, l'Europe doit s'affirmer comme un partenaire à égalité dans l'Alliance en particulier sur les questions de sécurité et prendre l'initiative de proposer aux Etats-Unis de bâtir des réponses communes pour la régulation de la mondialisation et pour une relance économique équilibrée et durable à l'échelle internationale.

Pour porter ces ambitions nouvelles, pour façonner ce nouveau visage du monde, la gauche a besoin de renouer avec le sens historique qu'a longtemps eu notre famille d'avoir une mission à accomplir pour le monde. Une action volontariste pour plus de justice et de régulations.

Nous sommes nombreux, je crois, à porter l'espoir d'un alliance pour cela au sein de la grande famille de la gauche. Dilma Rousseff au Brésil qui vient d'être élue la première Présidente de son pays. John Atta-Mills notre camarade du Congrès National Démocratique du Ghana après sa belle victoire à l'élection présidentielle de 2008. Ed Miliband au Royaume-Uni. Georges Papandréou, qui est ici avec nous. Voilà les visages de la gauche qui agit. Avec eux, avec vous, nous allons imaginer et construire la « gauche qui vient », pour imaginer et construire le monde que nous voulons. **Le monde appartient à ceux qui le bâtissent.** Et je ne doute pas qu'ensemble, femmes et hommes de gauche de tous les pays, nous ayons le pouvoir et la détermination pour bâtir un autre monde, plus possible et nécessaire que jamais.